Cahier de doléances du Tiers État de Becdejun (Ardèche)

Cahier de doléances, plaintes et remontrances faites par les habitants du mandement de Becdejun, paroisse de Beaulieu, pour être remis aux députés par nous envoyés à l'assemblée générale qui doit se tenir en la sénéchaussée de Nîmes, le 16 du courant.

1. Nous soussignés, habitants du mandement de Becdejun, paroisse de Beaulieu, déclarons et certifions que le terroir de notre mandement est sec et aride, et ne produit qu'à force de cultures, dont la plupart sont faites à bras d'homme, et par conséquent d'un produit très modique, sans y avoir aucune industrie ni commerce. La culture des mûriers, qu'on fait venir dans le pays le plus sec, emporte le principal temps des cultivateurs, et leur produit est la seule ressource que nous ayons pour payer les impôts. Si cette branche de l'agriculture venait, par malheur être découragée par de nouveaux impôts, nous nous trouverions dans la dure impossibilité d'acquitter les charges de l'État.

2. Les mauvaises récoltes que nous essayons depuis longues années, ont mis plusieurs de nous dans le cas de contracter des dettes, et dans l'impossibilité de les acquitter surtout par les frais immenses que nous essayons. Nos biens sont saisis, et la procédure de criée nous dévore entièrement, par les grands frais qu'on nous fait, et par ses longueurs, qui font que nos domaines restent sans culture. Pour qu'il nous reste encore quelque ressource, il faudrait que cette procédure fut abrégée et les frais modifiés, les degrés de juridiction diminués et rapprochés des justiciables. Les procès, tant civils que criminels, qu'on commence pour des riens au premier tribunal, et qu'on ne poursuit dans les tribunaux supérieurs que pour obtenir des dépens, devraient finir sans pouvoir en appeler, après le jugement du siège où ils sont introduits.

3. Notre mandement est imposé, chaque année, pour fournir aux constructions des grandes routes et chemins, dont les unes ne sont souvent utiles que pour l'enjolivement des villes principales de la province, même du diocèse et pour servir de promenade à ses (à leurs) habitants. On nous fait aussi contribuer à la construction des édifices publics des villes, qui ne sont souvent d'aucune utilité pour les gens de la campagne et, sans avoir aucun égard pour ces derniers, on leur refuse de contribuer pour la moindre chose à leurs chemins de traverse, ce qui les met dans le cas de faire transporter à gros frais, dans les marchés des villes voisines, les denrées, qu'ils dérobent presque toujours à leur pur entretien, pour avoir de quoi payer les impôts de l'État.

4. Mais, pour que les habitants de la campagne sentent d'une administration sage et salutaire, et que les cultivateurs ne soient pas découragés de leurs travaux, il faudrait qu'ils eussent des représentants dans les assemblées où ces dépenses, qui ne tournent qu'au profit des villes, sont arrêtées. Ils y observeraient que leurs mandants, n'en retirant aucune utilité, ne doivent y entrer pour rien. Tous les impôts, constructions d'édifices publics, grandes routes et autres chemins publics ; qui tournent au profit et sont faits pour l'utilité, tant des villes que des campagnes, doivent être départis, pour ce qu'il en coûte, sur chacun, sans aucune exemption, ni pour le Clergé, ni pour la Noblesse, au prorata du revenu dont il jouit. Les opérations, exactement faites, mettront les cultivateurs dans l'heureux état de pouvoir encore prendre, dans leur misère, quelque chose pour aider à réparer les maux de l'État et soutenir la gloire du trône.

Fait et arrêté à l'assemblée générale du mandement de Becdejun, tenue le 11 mars 1789, où tous les habitants présents, le sachant faire, ont signé.